

Falcon heuert Boston Consulting Group an

Zürich. Falcon Private Bank hat die Boston Consulting Group (BCG) mit einer Strategieberatung beauftragt, nachdem der Ruf der von Abu Dhabi gestützten Gesellschaft durch den IMDB-Skandal gelitten hatte, wie drei mit der Angelegenheit vertraute Personen berichteten. BCG werde im Rahmen ihres Mandats die Aktivitäten der in Zürich ansässigen Bank überprüfen und Einkommensquellen identifizieren, sagten die Personen, die darum baten, namentlich nicht genannt zu werden, weil die Angelegenheit vertraulich sei. Falcon sagte, dass es sich zu einer Strategie verpflichtet habe, die sich auf Kryptowährungen und digitales Private Banking konzentriert. Um ihren Ruf wieder herzustellen, nachdem das Unternehmen im Zusammenhang mit 3,8 Milliarden Dollar an verdächtigen IMDB-Fondsgeldflüssen genannt wurde, hat Falcon im September Martin Keller zum Chief Executive Officer berufen. Falcon verwaltet 10,5 Milliarden Franken (neun Milliarden Euro) an Vermögenswerten. *Bloomberg*

Griechenland privatisiert Desfa

Athen. Das schuldengeplagte Griechenland kommt bei der Privatisierung von öffentlichen Betrieben voran. Ein französisch-italienisch-belgisches Konsortium übernimmt zwei Drittel des Gasversorgers Desfa. Dies teilte der Athener Privatisierungsfonds am Freitag mit. Der griechische Staat wird damit gut 251 Millionen Euro einnehmen. Das Konsortium der Firmen Fluxys S.A., Enagás Internacional S.L.U und Snam S.p.A werde zudem bis 2023 330 Millionen Euro investieren, hieß es. Der überschuldete Euro-Staat bekommt seit Jahren Hilfgelder, die an Sparprogramme, Privatisierungen und Reformen geknüpft sind. Athen hat sich verpflichtet, Privatisierungen zu beschleunigen. *dpa*

Gewinneinbruch bei General Electric

Boston. Die kriselnde US-Industrie-Ikone General Electric (GE) hat im zweiten Quartal deutlich weniger verdient. Anhaltende Probleme in der Kraftwerksparte und anderen Bereichen ließen den Gewinn aus dem fortgeführten Geschäft im Jahresvergleich um 28 Prozent auf 736 Millionen Dollar (631 Millionen Euro) einbrechen. Das teilte der Siemens-Konkurrent am Freitag mit. Immerhin konnte GE den Umsatz dank Zuwächsen im Öl- und Gasgeschäft sowie in den Sparten für Luftfahrt und Medizintechnik um gut drei Prozent auf 30,1 Milliarden Dollar erhöhen. Insgesamt übertrafen die Ergebnisse die Prognosen der Analysten. Der über 125 Jahre alte Dino der US-Wirtschaft, dessen Wurzeln auf den Glühbirnen-Erfinder Thomas Edison zurückgehen, befindet sich nach schlechten Erfahrungen in der Finanzkrise schon seit geraumer Zeit in einem Konzernumbau. Die Finanztochter GE Capital wurde weitgehend abgewickelt. *dpa*

Un délicat exercice d'équilibrisme

La prochaine réunion de la BCE très attendue par de nombreux acteurs de marché

Si les vacances d'été viennent de débuter, la Banque Centrale Européenne ne peut pas chômer lors de cette période estivale. Mario Draghi, président de l'institution, devra détailler davantage les mesures qu'il souhaite prendre afin de normaliser sa politique monétaire.

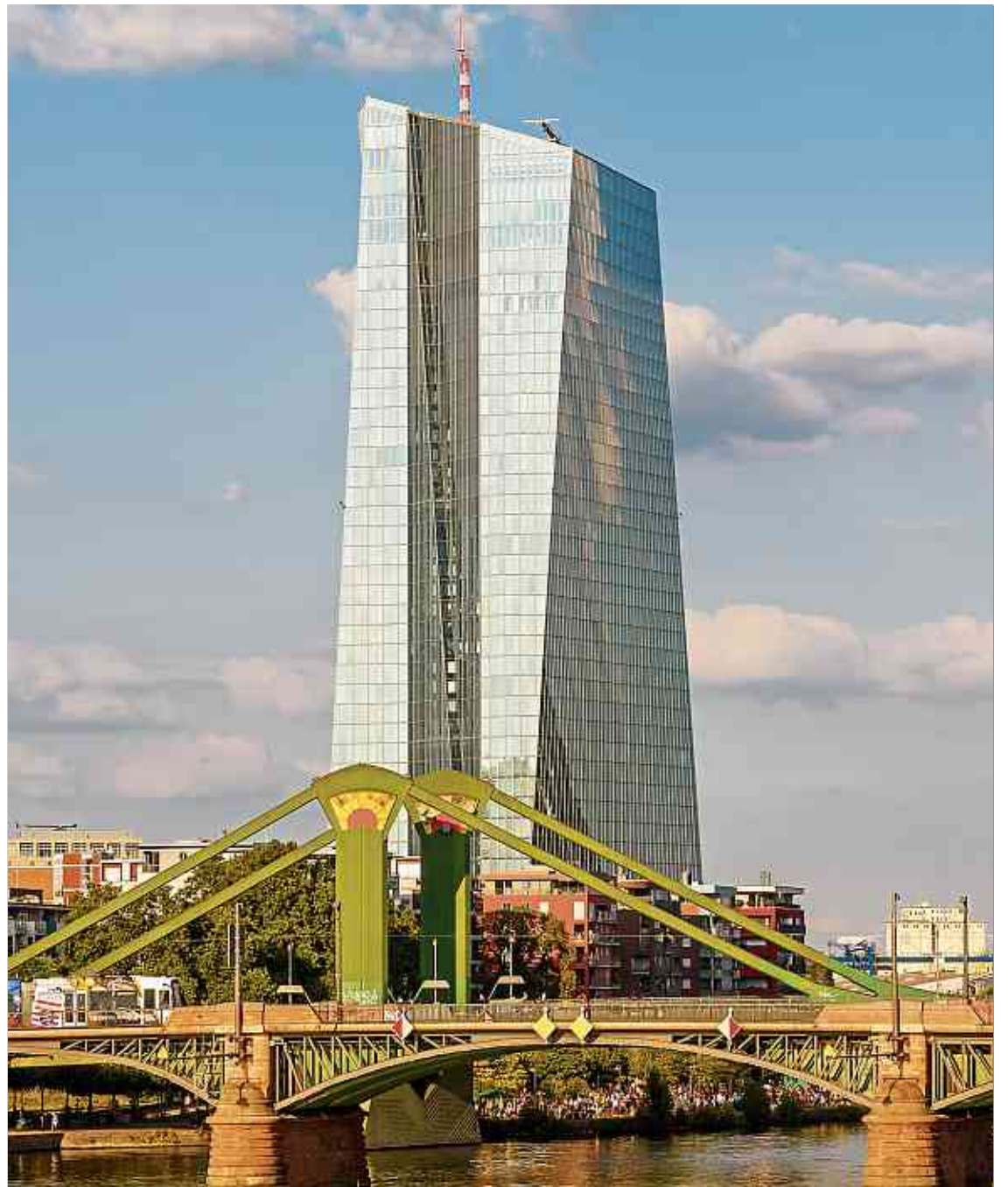
La réunion du 26 juillet et la conférence de presse seront donc très attendues par de nombreux acteurs de marché, espérant obtenir une vue plus claire de la part de l'argentier européen. La fin des rachats d'actifs a d'ores et déjà été annoncée lors de la dernière réunion, sans choquer les analystes financiers, mais des augmentations des taux européens ne semblent pas encore certaines. D'autre part, le décalage avec les Etats-Unis s'agrandit au fur et à mesure des hausses des taux directeurs par la FED. De plus, les risques politiques et commerciaux commencent à peser sur les prévisions de la croissance mondiale et particulièrement européenne. Dans tous les cas, le chemin que doit emprunter Mario Draghi est parsemé d'embûches et la prudence reste de mise.

Le président de la BCE a déjà averti le 14 juin dernier de la sortie progressive de son programme d'assouplissement quantitatif (quantitative easing, en anglais, ou QE), par une diminution des rachats d'actifs, de 30 milliards d'euros mensuels actuellement, à 15 milliards à partir d'octobre, avant leur interruption définitive fin décembre.

Une inflation autour de 1,7 % en 2018

Bien évidemment, l'institut de Francfort se réserve le droit de changer de cap en fonction des nouvelles données macroéconomiques qui devraient valider, ou pas, les prévisions d'inflation à moyen terme. Or, pour le moment, l'inflation en zone euro tend à confirmer le scénario initial de la BCE. Ces estimations tablent désormais sur une inflation autour de 1,7 % en 2018, proche de son objectif de 2 % imposé par le traité de Maastricht et bien supérieur à la précédente de 1,4 %. Cette remontée est avant tout stimulée par la récente évolution haussière des cours du pétrole, due aux remous politiques au Venezuela et en Iran, renchérissant ainsi les produits de grande consommation mais aussi par une hausse des salaires constatée depuis ces derniers mois.

La reprise économique lente en zone euro qui n'a pas encore entraîné une hausse des rémunérations, reste une énigme pour les économistes. Dans un marché de l'emploi dynamique avec un taux de chômage en baisse continue depuis des mois (8,4 % en mai dernier, atteignant le niveau de 2009), des tensions devraient logiquement apparaître sur le marché du travail. En effet, les théories économiques classiques enseignent que le pouvoir de négociation, dans ce cas de figure, se trouve dans les mains des travailleurs qui renégocient leurs revenus à la hausse. En Europe, l'effet qui se



Le nouveau siège de la Banque Centrale Européenne à Francfort est constitué de ces tours siamoises hautes de 185 et 165 mètres. (PHOTO: SHUTTERSTOCK)

profile acutellement est timide comparé à ce qui se passe aux Etats-Unis. Il faut bien souligner que le pays se trouve dans un stade plus avancé de reprise économique et n'a pas dû affronter les divisions internes survenues lors de la crise des dettes souveraines en zone euro. Une explication supplémentaire à cette anomalie, avancée par de nombreux analystes, réside dans l'utilisation de plus en plus prononcée par toutes les branches de l'économie de nouvelles technologies ce qui réduit à la fois les coûts de fabrication et l'utilisation de main d'œuvre.

La guerre commerciale déclenchée par le président américain attire bien évidemment l'attention des politiques européens sur les éventuelles conséquences pour la croissance du vieux continent. Pour Mario Draghi cette nouvelle pleine de jeu privilégiée de Donald Trump rajoute une complexité supplémentaire à sa prise de décision pour la future politique monétaire.

Ces nouveaux tarifs douaniers renchérissent, bien évidemment, les coûts d'importation des biens visés et le risque est que l'immense majorité des interm-

diaires veuille tenter de répercuter cette charge supplémentaire via les clients finaux.

Or, cette inflation ne peut se contenir par une quelconque hausse des taux directeurs et fausse partiellement les données macroéconomiques utilisées par la BCE pour mesurer l'inflation. La Commission européenne a déjà acté, le 3 mai dernier, une baisse des prévisions de croissance pour la zone euro en 2018, ce en raison des tensions commerciales entre les Etats-Unis et l'UE. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques, table sur une croissance de 2,1 % cette année, et non plus de 2,3 % et maintient pour le moment la prévision à 2,0 % pour 2019. Le commissaire a également ajouté que tout le monde y perdra dans ce petit jeu.

Risque d'un surendettement

Mario Draghi se montre d'une extrême prudence dans la quête à la normalisation de sa politique monétaire. La BCE tire les leçons du passé au cours duquel les hausses de taux ont été trop rapides à deux reprises (en juillet 2008, juste avant la crise financière des subprimes, et en avril 2011, en pleine

crise des dettes souveraines de la zone euro).

Dans les deux cas, la BCE fut accusée d'avoir aggravé la situation et se trouva contrainte de rabaisser ses taux rapidement. Néanmoins, cette situation ne peut perdurer à long terme si on veut éviter tout risque de surchauffe des crédits provoquée par les taux bas. Il a été démontré que sur une longue durée de taux bas, les agents économiques s'endettent à des niveaux bien plus élevés qu'en temps normal et le risque d'un surendettement devient ainsi réel.

L'exemple de la crise immobilière américaine de 2007 à 2008 est une parfaite illustration de ce phénomène. Un autre élément à ne pas perdre de vue est le risque de voir des pays comme la Grèce et le Portugal retomber en difficultés de paiement avec une normalisation de la politique trop rapide. La charge des intérêts pourrait rapidement devenir insurmontables pour ces pays. Mario Draghi se trouve donc toujours dans une situation très délicate et tous ces discours et mouvements seront suivis et analysés de très près par les acteurs de marché.

Mike Felten, directeur Fortuna Banque s.c.